

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 11 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TERRALIA

Bois de Linière
58160 La Fermeté

Références : 220573
Code AIOT : 0025100019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2022 dans l'établissement TERRALIA, implanté au lieu-dit « Linière » - 58160 LA FERMETÉ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a eu lieu suite à un départ de feu survenu le dimanche 07 août 2022 vers 19h30.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRALIA
- Linière 58160 LA FERMETE
- Code AIOT : 0025100019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'ISDND TERRALIA est un centre d'enfouissement de déchets autorisé en cours d'exploitation. Le départ de feu a eu lieu sur un casier en fin d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conduite d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33-III.	/	Sans objet
3	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 2.5.1	/	Sans objet
5	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9-III.	/	Sans objet
4	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dégâts dus à l'incident sont minimes et l'impact sur l'environnement assez faible. Les procédures ont été respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9-III
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Un géotextile anti-poinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane. Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.
Constats : Le départ de feu a eu lieu au milieu du casier 3.7, loin des bords du casier. Le casier étant en fin d'exploitation, la hauteur des déchets est d'environ 6 m, le risque d'impact sur la géomembrane est faible. L'exploitant indique qu'il a l'intention de creuser le lendemain de l'inspection pour essayer de trouver l'origine du feu. La cause du départ de feu devra être recherchée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33-III
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Tout brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit. Les abords du site sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage. L'exploitant établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation et organise des formations de sensibilisation au risque incendie pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail.
Constats : La procédure incendie hors exploitation a été mise à jour en mai 2021. Il n'est pas indiqué que la DREAL doit être prévenue alors que l'article 2.51. de l'arrêté Préfectoral du 30/03/2007 prévoit cette information (cf. point de contrôle ci-dessous). Pour que ce point soit porté à la connaissance des agents de l'établissement présents lors des potentiels accidents et incendies, il conviendrait d'ajouter cette obligation à la procédure incendie. Cependant, l'exploitant a envoyé un mail le soir même à 22h52 détaillant le déroulé de l'incident. En dehors de ce point, la procédure a été appliquée : <ul style="list-style-type: none">- la vidéosurveillance a donné l'alerte à l'astreinte et aux pompiers à 19h32- arrivée des agents d'astreinte à 19h46, ils ont immédiatement activé la lance à incendie et pris les engins afin de recouvrir les déchets en combustion- arrivée des pompiers à 19h52, ils ont pris le relais pour l'arrosage des déchets (deux camions) puis ont été aidés par le personnel afin de les recouvrir. Le feu a été maîtrisé vers 20h30 ; après le départ des pompiers dans l'heure qui a suivi, un employé est resté sur place toute la nuit pour faire des relevés réguliers afin de s'assurer qu'il n'y avait pas de reprise du feu. L'inspection note qu'en plus de la procédure, en période de fortes chaleurs comme actuellement, les déchets sont recouverts et arrosés tous les soirs en fin de journée d'exploitation afin de prévenir ce type d'incident.
Observations : Il est demandé à l'exploitant d'acter l'obligation de prévenir la DREAL dans ses procédures incendie, en exploitation et hors exploitation. L'exploitant confirme sous 12 heures la pleine opérabilité des moyens d'intervention en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection demande à l'exploitant de fournir un rapport d'incident. Comme dit dans le point de contrôle précédent, l'inspection a été informée de l'évènement par mail le soir même. Au vu des similitudes avec les incidents précédents, 3 départs de feu en un an, les registres de la dernière journée d'exploitation avant l'incident, c'est-à-dire le vendredi 05/08/2022 pour la présente inspection, la journée du 12/08/2021 et du 10/09/2021 sont demandés ainsi que les CAP ou FIPAD correspondants. Il est également demandé à l'exploitant de mettre en place des mesures complémentaires pour prévenir ces incidents. Si cela n'est pas possible, le justifier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Le plan des différentes zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie a été mis à jour le 10/06/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. Les zones de circulation situées à l'intérieur des locaux sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Constats : Hors exploitation, la surveillance incendie s'effectue via télésurveillance. Le seuil d'alerte hors exploitation est fixé à 90°C, des tests sont mis en place toutes les semaines et suivis par un registre. Le jour de l'inspection, le registre était à jour, le dernier test incendie ayant eu lieu le mardi 02/08/2022, la détection a été déclenchée à 119°C. Cependant, sur les images de vidéosurveillance il a été constaté que l'alerte n'a été donné qu'à partir de 400°C, ce qui correspond environ à 10 minutes après l'apparition des premières fumées et le dépassent du seuil. Il est demandé à l'exploitant d'interroger la société en charge de la surveillance hors exploitation afin de comprendre pourquoi l'alerte n'a été déclenchée qu'à partir de 400°C et afin de vérifier la performance et le bon fonctionnement du système de détection.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet